

**RAPPORT N° 2022/2-23**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 08 Avril 2022**

**OBJET : MISE EN EXPLOITATION DE LA PEPINIERE D'ENTREPRISES LE CUBE – APPROBATION DE LA CONVENTION ANNUELLE DE MUTUALISATION DE MOYENS AVEC LE GIP CYROI POUR LA GESTION DE L'EQUIPEMENT – ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE CORRESPONDANTE**  
**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL/AXE 2**  
**– AFFIRMER LE LEADERSHIP ECONOMIQUE/ENGAGEMENT 6 – ENCOURAGER LES DYNAMIQUES INNOVANTES ET AUDACIEUSES**

La CINOR et le GIP CYROI partagent l'objectif de dynamiser l'activité économique sur le territoire Nord. Il s'agit plus particulièrement de développer des activités innovantes créatrices d'emplois et de plus-value. A cette fin, la CINOR a construit une pépinière d'entreprises Le CUBE, dont l'objectif est d'offrir aux acteurs de l'innovation un lieu partagé, dédié à l'innovation. Cet outil situé sur le parc TECHNOR, s'insère dans un écosystème favorable et s'adosse à la plateforme technique et scientifique du CYROI dans le domaine des biotechnologies et des sciences du vivant.

La mise en exploitation du CUBE impose de rechercher des moyens de mutualisation des coûts, afin que les loyers proposés aux start-up, toutes charges comprises, soient le plus attractifs. La CINOR et le GIP CYROI ont identifié plusieurs postes de dépenses pouvant faire l'objet d'une mutualisation.

Le CYROI a confirmé sa volonté de participer à la gestion du bâtiment Le Cube. Sa participation va porter sur les missions suivantes :

- Support informatique : un technicien informatique à mi-temps, qui aura la charge de coordonner l'ouverture des réseaux en lien avec chacun des occupants et leurs opérateurs privés. Il s'assure de la bonne tenue des baies de brassage, et intervient pour toute difficulté technique concernant les parties communes. Il n'intervient pas en qualité de prestataire pour les hébergés. Il sera placé sous la responsabilité de l'ingénieur informatique du GIP CYROI,
- Agent(s) d'entretien en charge des espaces intérieurs : les parties communes (ascenseurs, escaliers, toilettes, couloirs, halls, vitrages ...) feront l'objet d'un nettoyage/entretien régulier. Le(s) agent(s) seront placés sous la responsabilité de l'ingénieur hygiène du GIP CYROI, qui mettra en œuvre les protocoles appropriés. Cet (ces) agent(s) d'entretien n'intervient (nent) pas dans les parties privées des entreprises hébergées.
- Gardiennage : le GIP CYROI mettra à disposition deux agents de nuit, qui seront chargés d'assurer les rondes de sécurité nocturnes du bâtiment CUBE. En cas de constatation d'incidents, ces agents référeront au Directeur du CYROI, qui se chargera d'informer la CINOR. Par ailleurs, la société en charge du suivi du système d'alarme du CUBE pourra être en contact direct avec les agents de sécurité de nuit, ou en activité de jour, avec l'astreinte technique du GIP CYROI (H24, 365 j/an). Le CYROI mutualisera les 2 agents de sécurité gracieusement à la CINOR.

Dans le cadre du marché global de performance, des contrats de maintenance pilotés directement par la CINOR sur les équipements réalisés et installés par la coopérative d'artisans sont fournis sur une durée de 3 ans.

Au final, le montant correspondant à la mutualisation des prestations par le CYROI sont les suivants :

NATURE	ETP (Equivalent Temps Plein)	Coût total
Informaticien	1/2	27 000 €
Agent d'entretien (parties communes et espaces verts)	1	28 000 €
Produits d'entretien et petits équipements pour entretien	--	5 000 €
TOTAL		60 000 €

Aussi, il vous est proposé de verser une subvention de moyens dans le cadre de la mutualisation de la gestion du bâtiment Le Cube d'un montant de 60 000 € au GIP CYROI pour la réalisation des missions mentionnées ci-dessus pour une durée d'un an à compter de la notification de la convention.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention de mutualisation des moyens entre la CINOR et le GIP CYROI
- Attribuer au GIP CYROI une subvention de moyens d'un montant de 60 000 € pour une année à compter de la notification de la convention de mutualisation des moyens jointe en annexe

Accusé de réception en préfecture  
74-249740119-20220408-BC2022-2-23-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

- Autoriser le Président à signer ladite convention avec le GIP CYROI et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



The stamp is circular with a double border. The outer ring contains the text "C.I.N.O.R." at the top and "Département de la Réunion" at the bottom, separated by two small stars. The inner circle contains the text "Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion".

**DECISION N°2022/2-23  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET : MISE EN EXPLOITATION DE LA PEPINIERE D'ENTREPRISES LE CUBE – APPROBATION DE LA CONVENTION ANNUELLE DE MUTUALISATION DE MOYENS AVEC LE GIP CYROI POUR LA GESTION DE L'EQUIPEMENT – ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE CORRESPONDANTE ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL/AXE 2 – AFFIRMER LE LEADERSHIP ECONOMIQUE/ENGAGEMENT 6 – ENCOURAGER LES DYNAMIQUES INNOVANTES ET AUDACIEUSES**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-23 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-23-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les termes de la convention de mutualisation des moyens jointe en annexe entre la CINOR et le GIP CYROI

**ARTICLE 2**

D'attribuer au GIP CYROI une subvention de moyens d'un montant de 60 000 € pour une année à compter de la notification de la convention de mutualisation des moyens jointe en annexe

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à signer ladite convention avec le GIP CYROI et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Nombre de votants : 13 (dont 2 procurations)

Suffrages exprimés : 13

Vote pour : 13

Vote contre : 00

Abstention : 00

**Monsieur Benjamin THOMAS et Monsieur Mario LECHAT ne prennent pas part aux débats, au vote et quittent la salle**

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-23-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022